



**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Normandie**
Unité Départementale Rouen Dieppe

Arrêté du 16 MAI 2017

**autorisant la Société TÔTES ENERGIES à exploiter un parc éolien terrestre sur les
communes de TÔTES et CALLEVILLE-LES-DEUX-EGLISES**

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-3, L. 123-6, L. 124-4, L. 124-5, L. 171-7, L. 211-1, L. 214-7, L. 411-2, L. 414-4, L. 511-1, L. 512-1, L. 512-6, L. 512-15, L. 517-1, L. 553-4 et L. 554-1 à 4 ;
- Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 311-1, L. 311-5 et L. 323-11, R. 311-2, R. 323-26, R.323-27, R.323-29, R.323-30 et R. 323-40 ;
- Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-1, L. 421-6, L. 425-1, L. 425-6, L. 600-1 et R. 422-2 ;
- Vu l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2014-450 du 02 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2015-1614 du 09 décembre 2015 modifiant et simplifiant le régime des installations classées pour la protection de l'environnement et relatif à la prévention des risques ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 mai 2001 modifié fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 nommant M^{me}. Fabienne BUCCIO préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 17-21 du 6 mars 2017 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;
- Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes ;

- Vu l'arrêté du 13 novembre 2009 modifié relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques ;
- Vu l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation ;
- Vu le Plan d'Occupation des Sols de la commune de TÔTES approuvé le 9 novembre 1989 révisé le 26 octobre 2009 ;
- Vu la carte communale de la commune de CALLEVILLE-LES-DEUX- EGLISES approuvée par délibération du conseil municipal en date du 22 septembre 2011 ;
- Vu l'avis favorable assorti de conditions de la direction générale de l'Aviation civile en date du 23 mars 2017 ;
- Vu l'accord du Ministère de la Défense - direction de la circulation aérienne militaire en date du 11 août 2016 ;
- Vu la demande déposée le 1^{er} avril 2016 sous le format de l'expérimentation de l'autorisation unique et complétée à trois reprises en dates des 4 mai 2016, 6 juin 2016 et 3 octobre 2016 au travers de laquelle la société TÔTES ENERGIES sollicite l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent comportant 4 aérogénérateurs d'une puissance maximale totale de 8,8 MW et un poste de livraison électrique ;
- Vu les numéros d'enregistrement affectés à la demande d'autorisation en application de l'article R.423-3 du code de l'urbanisme sont les suivants : PC 076 700 16 1001 et PC 076 153 16 D0002.
- Vu l'ordonnance n° E16000152/76 en date du 9 novembre 2011 nommant le commissaire enquêteur et son suppléant ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2016 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du jeudi 15 décembre 2016 au lundi 23 janvier 2017 inclus ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2017 prolongeant l'enquête publique jusqu'au lundi 6 février 2016 inclus ;
- Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 10 novembre 2016 ;
- Vu le registre d'enquête, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur en date du 6 mars 2017 ;
- Vu le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations émises lors de l'enquête publique en date du 27 février 2017 ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes d' Auffay, Calleville les Deux Eglises, Heugleville sur Scie, Imbleville, Saint Maclou de Folleville, Biville la Baignarde, Fresnay le Long, Gonnevillle sur Scie, Saint Vaast du Val, Tôtes et Vassonville ;
- Vu la transmission à l'exploitant le 29 mars 2017 lui proposant le projet d'arrêté préfectoral ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 avril 2017 ;
- Vu la lettre de convocation à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 11 avril 2017 ;
- Vu la délibération du 25 avril 2017 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites au projet d'arrêté préfectoral et de prescriptions ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite au pétitionnaire, par voie électronique, le 11 mai 2017 ;
- Vu les éléments apportés par le pétitionnaire le 12 mai 2017 par courrier électronique ;

CONSIDÉRANT

- que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du 1^{er} de l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 susvisée au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;
- que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de garantir la conformité des travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L.421-6 du code de l'urbanisme lorsque l'autorisation tient lieu de permis de construire ;
- que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prendre en compte les objectifs mentionnés au 5° de l'article L.311-5 du code de l'énergie ;
- que l'autorisation unique ne peut être accordée que si le projet d'ouvrage répond aux dispositions réglementaires fixées par l'article L.323-11 du code de l'énergie ;
- qu'en application de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;
- que le projet de liaisons souterraines et de poste de livraison présenté permet de raccorder les éoliennes au réseau public d'électricité ;
- que le pétitionnaire s'engage à ce que ce projet d'ouvrages électriques respecte les dispositions de l'arrêté du 17 mai 2001 visé supra ;
- que le projet de liaisons souterraines inter-éoliennes et de poste de livraison présenté n'apparaît pas incompatible ou redondant avec les missions confiées aux gestionnaires de réseaux publics d'électricité en application du livre III du code de l'énergie ;
- que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
- qu'en cas d'impact avéré du fonctionnement du parc éolien sur les chiroptères, l'avifaune, il convient que l'exploitant mette en œuvre les actions correctives nécessaires à la préservation de ces espèces ;
- que la hauteur des éoliennes impose la mise en place d'un balisage diurne et nocturne ;
- que l'étude d'impact prévoit la réalisation d'une étude géotechnique pour le dimensionnement de chacune des fondations afin de préciser la stabilité du sol, les caractéristiques du sous-sol, la présence ou non de cavités, la présence ou non d'aquifère superficiel ;
- que la réalisation d'un dimensionnement approprié et la mise en œuvre des actions adéquates suite à l'étude géotechnique permettra de limiter les risques accidentels mentionnés dans l'étude de danger ;
- qu'en cas d'impact avéré sur l'avifaune et identifié lors de la préparation du chantier, il est nécessaire que les travaux de terrassement et de construction des éoliennes soient adaptés ;
- que le renforcement du suivi de la mortalité des chiroptères permettra, le cas échéant, la mise en place de mesures adéquates sur le parc éolien afin de réduire l'impact sur la biodiversité, potentiellement généré par l'installation ;
- qu'il est nécessaire, dans le cadre des garanties financières et afin d'être en mesure de répondre aux objectifs des articles R.553-1 et R.553-6 du code de l'environnement, de fixer le montant forfaitaire prévu par l'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent et ce, afin de tenir compte du coût plus élevé de démantèlement pour les aérogénérateurs projetés ;

- que le guide sur l'application de la réglementation relative aux espèces protégées pour les parcs éoliens terrestres édité le 4 mars 2014 indique la nécessité de mettre en place préventivement des mesures de réduction, proportionnées aux enjeux et aux sensibilités respectives des espèces, sans attendre que les suivis d'implantation confirment la présence d'impact ;
- que le commissaire enquêteur dans ses conclusions du 6 mars 2017 formule un avis défavorable à la réalisation du projet sans avancer de contraintes techniques ou réglementaires non couvertes par le présent arrêté et la réglementation relative aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;
- que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le fonctionnement optimisé des aérogénérateurs, sont de nature à prévenir les éventuelles nuisances sonores ;
- que la mise en œuvre d'une réception acoustique du parc éolien dans les douze mois suivant sa mise en exploitation permettra, dans un délai de mise en œuvre adapté, de justifier le respect des exigences réglementaires prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que le cas échéant, en cas de dépassements des valeurs réglementaires prévues à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 précité lors de la réception acoustique, il est nécessaire que l'exploitant adapte les mesures de bridage des éoliennes et initie un nouveau contrôle sous un délai inférieur à deux mois à compter du constat des dépassements ;
- que le dossier d'étude d'impact évoque le risque de dépassement des émergences réglementaires en l'absence de bridage des éoliennes et qu'il convient dès lors que ce bridage soit mis en œuvre dès la mise en service de l'installation, de manière préventive, puis adapté suite à la réception acoustique ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Titre 1^{er}

Dispositions générales

Article 1 - Domaine d'application

La présente autorisation unique tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement ;
- de permis de construire au titre de l'article L.421-1 du code de l'urbanisme ;
- d'approbation au titre de l'article L.323-11 du code de l'énergie.

Article 2 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société TÔTES ENERGIES, dont le siège social est situé 213 Cours Victor Hugo – 33 323 BEGLES Cedex, est tenue de respecter les prescriptions ci-annexées pour les installations détaillées dans les articles 3 et 4 suivants.

Article 3 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation des Installations	Caractéristiques	Régime
2980	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	4 éoliennes d'une puissance unitaire maximale de 2,2 MW et un poste de livraison Hauteur maximale du mât de 95 m Hauteur maximale en bout de pale de 150 m	A*

*A : installation soumise à autorisation

Article 4 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Eolienne	Altitude m au sol (NGF)	Coordonnées WGS84		Coordonnées Lambert 93	
		Y (Est)	X (Nord)	X (E)	Y (N)
E1	152,5	1°02'24,11"	49°41'45,86"	558523	6956981
E2	151,5	1°02'25,88"	49°41'36,25"	558551	6956683
E3	158	1°02'16,24"	49°41'24,77"	558349	6956333
E4	158	1°02'03,34"	49°41'17,86"	558085	6956126
Poste de livraison :	-	1°02'30,04"	49°41'21,43"	558623	6956223

Article 5 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et le poste de livraison, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. Ils respectent par ailleurs, les dispositions du présent arrêté et les réglementations en vigueur.

Article 6 - Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement par la Société TÔTES ENERGIES s'élève à :

$$M_n = Y \times Z \times \frac{Index_n}{Index_0} \times \frac{1+TVA}{1+TVA_0} = 203\,974 \text{ Euros}$$

Où

M_n est le montant exigible à l'année n.

Y est le nombre d'aérogénérateurs

Z est le coût de démantèlement d'une éolienne toutes taxes comprises

$Index_n$ est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie.

$Index_0$ est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011 (667,7).

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie.

TVA_0 correspond au taux de TVA retenu pour la détermination de Z, soit 20 %.

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

$Index_n = 6,5345 \times 103,7 = 677,63$ (Indice calculé – Décembre 2016)

Y est égal à 4 aérogénérateurs

Z est égal à 50 000 €, montant incluant une TVA égale à 20 %

TVA = 20% en mars 2017.

La mise en service de l'installation est subordonnée à la constitution des garanties financières. Dès la mise en service de l'installation, l'exploitant transmet au préfet l'ensemble des justificatifs attestant la constitution des garanties financières.

L'exploitant réactualise le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II et suivant la fréquence définie à l'article 3 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Titre II

Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement

Article 7 - Mesures spécifiques liées à la phase travaux

I.- Protection de l'avifaune

En dehors de la période allant du 15 août au 1^{er} mars de l'année suivante, les travaux de terrassement et de construction des éoliennes ne sont autorisés qu'après justification auprès de l'inspection des installations classées, par un organisme ou une personne compétente dans le domaine de l'ornithologie, de l'absence d'impact pour l'avifaune et plus particulièrement, de l'absence de risque de perturbation sur des éventuelles nichées présentes à proximité des zones de chantier. La justification qui explicite la méthodologie mise en œuvre est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

II.- Dates de chantier

L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, les dates prévisionnelles de début et de fin de chantier au moins 15 jours avant la mise en œuvre de celui-ci.

III.- Réalisation d'une étude géotechnique

Une étude géotechnique est réalisée pour chacune des fondations des aérogénérateurs et du poste de livraison afin de préciser la stabilité du sol, les caractéristiques du sous-sol, la présence ou non de cavités, la présence d'aquifère superficiel. Cette étude conduit à la mise en œuvre des actions nécessaires afin d'éviter les risques associés à ces éléments.

L'étude géotechnique intègre les dispositions de la norme NF P94-500.

Cette étude et les éléments documentaires faisant suite aux actions mises en œuvre sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

IV.- Gestion des eaux pluviales

La zone d'implantation des éoliennes, les aires de grutage, ainsi que les chemins d'accès à l'installation sont aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'un ruissellement supplémentaire par rapport à l'état initial, de nature à entraîner ou à aggraver des problèmes d'inondation en aval.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales visent prioritairement des techniques d'infiltration (noues, bassins d'infiltration) à raison d'un volume minimal de 5m³ par surface imperméabilisée égale à 100 m². En cas d'impossibilité de gestion par des organes d'infiltration adaptés, le dimensionnement des organes de gestion (bassins de rétention...) prends en considération un débit de fuite vers le milieu naturel de 2 litres/secondes/hectare de surface imperméabilisée, établi sur la base d'une pluie centennale.

V.- Découverte fortuite d'éléments archéologiques

Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, la réalisation des travaux en lien avec la présente autorisation est subordonnée à l'accomplissement préalable des mesures prévues au livre V du code du patrimoine.

VI.- Mesures spécifiques liées à la phase de travaux

L'exploitant prend les mesures adéquates afin d'éviter et de prévenir toute pollution de l'environnement. À cet effet, les produits dangereux pour l'environnement (huiles ; essences...) sont placés sur des rétentions dûment dimensionnées.

Article 8 - Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité)

I.- Suivi complémentaire de mortalité des chiroptères et de l'avifaune

L'exploitant met en place, dès la première année d'exploitation, suivant une fréquence annuelle et sur une période minimale de trois ans, un suivi de mortalité et de comportement portant sur les chiroptères et l'avifaune. Ce suivi est réalisé suivant le protocole validé par le ministre en charge des installations classées.

La réalisation de ces suivis contribue au suivi prévu à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

II.- Adaptation des mesures de fonctionnement du parc éolien

Les données issues des suivis définis à l'article 8-I du présent arrêté sont comparées aux conclusions de l'étude d'impact afin d'identifier d'éventuelles divergences. Le cas échéant, les conclusions des suivis intègrent, pour les chiroptères et l'avifaune, la nécessité de mettre en place des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation complémentaires aux dispositions prévues initialement par le présent arrêté et celles du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Le cas échéant, à titre de mesure de réduction, il est a minima, étudié la nécessité de mettre en œuvre des moyens pour réduire les impacts dus au fonctionnement du parc éolien. Ces moyens sont en adéquation avec les impacts identifiés et les mesures de réduction connues, en particulier pour les chiroptères (bridage des machines) mais aussi pour certaines espèces d'oiseaux (détection, effarouchement, asservissement des éoliennes en vue de les arrêter ponctuellement si nécessaire, etc).

III.- Mesures d'intégration

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré.

Le poste de livraison est de couleur claire.

Article 9 - Autres mesures de suppression, réduction et compensation

I.- Plan de bridage acoustique des éoliennes

Préalablement à la mise en exploitation du parc éolien et après le choix définitif du type de machines installées, l'exploitant définit les éventuelles mesures de bridage nécessaires pour respecter les valeurs réglementaires des niveaux sonores et des émergences.

Afin de réduire les nuisances sonores induites par l'installation, l'exploitant met en place dès la mise en service du parc éolien les plans de bridage et mesures nécessaires au respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Lors de la réception acoustique, les éoliennes pourront fonctionner ponctuellement en mode « non bridé » afin de définir un plan de bridage ajusté respectant les exigences réglementaires. Les évolutions des plans de bridage sont transmises, pour information, à l'inspection des installations classées.

II.- Dispositions spécifiques aux différents plans de bridage :

Les différents plans d'optimisation / de bridage et / ou d'arrêt des éoliennes prévus par le présent arrêté, que ce soit par exemple, pour les chiroptères et les niveaux acoustiques, sont renforcés, ajustés ou supprimés au regard des résultats des mesures réalisées et après information de l'inspection des installations classées.

Le parc éolien est conçu de façon à fonctionner avec plusieurs plans de bridage simultanés (chiroptères, acoustique...) de façon à répondre à l'ensemble des problématiques considérées.

III.- Dispositions relatives aux mesures d'adaptation du fonctionnement des éoliennes

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment de l'effectivité des différentes mesures de bridage définies dans le présent arrêté et proposées suite aux différents contrôles. Celui-ci tient à disposition de l'inspection des installations classées un enregistrement des paramètres de fonctionnement des aérogénérateurs. Ces paramètres permettent de justifier le mode de fonctionnement des installations.

L'inspection des installations classées, la direction générale de l'Aviation Civile, le SZIC35, ainsi que l'Armée de l'Air – Zone aérienne de défense Nord - sont tenues informées des dates de début et de fin des travaux ainsi que des coordonnées exactes des aérogénérateurs, avec leur cote NGF à la base et au sommet.

Article 10 - Auto surveillance

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

I.- Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est initiée, **sous un délai inférieur à 6 mois**, et réalisée, **sous un délai maximal de 12 mois à compter de la date de mise en service de l'installation** par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle vise l'ensemble des différents paramètres mentionné à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent pour les différentes zones à émergences réglementées susceptibles d'être impactées par le projet.

Afin de justifier de l'absence de problématique de tonalités marquées ou d'émergences acoustiques, les contrôles portent sur les directions et vitesses de vent à enjeux rencontrées sur le site et pouvant conduire à un non-respect des exigences réglementaires.

Ce contrôle est effectué selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version en vigueur ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011. Il est réalisé indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Les résultats de l'étude acoustique sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

II.- Suivi de l'avifaune et des chiroptères

Le suivi de mortalité des chiroptères et de l'avifaune, ainsi que le suivi comportemental des chiroptères, prévus à l'article 8 du présent arrêté sont réalisés conformément à un protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les résultats de ces suivis, les conclusions ainsi que, le cas échéant, les mesures envisagées, sont transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

S'agissant des mesures de suivi relatives à l'avifaune et aux chiroptères, si les résultats montrent l'existence d'un impact jugé non acceptable au regard du nombre d'individus impactés et du statut de rareté de l'espèce concernée, l'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires pour réduire l'impact dans le cadre des actions correctives prévues à l'article 11.

Article 11 - Actions correctives

I.- Cas général

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application des dispositions du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Pour toute action corrective menée sur le parc, l'exploitant précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. L'exploitant est en mesure de justifier l'effectivité des différentes mesures mises en place sur le parc éolien.

II.- Disposition spécifique à la réception et aux mesures ultérieures des niveaux acoustiques

Dans le cas de la réception acoustique du parc éolien ou de toute mesure ultérieure conduisant à constater un dépassement des valeurs d'émergences acoustiques et des niveaux sonores, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme. L'exploitant initie un nouveau contrôle pour justifier de la conformité des installations, dans **un délai inférieur à 2 mois** à compter du constat des dépassements et prend les actions correctives nécessaires suite à ce nouveau contrôle. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 12 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées durant 5 années au minimum.

Titre III

Dispositions particulières relatives au permis de construire au titre de l'article L.421-1 du code de l'urbanisme

Article 13 -

L'autorisation unique est accordée au titre du code de l'urbanisme, sous réserves de respecter les prescriptions mentionnées aux articles ci-après :

13-1. Le balisage diurne et nocturne de chaque éolienne, en application de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, est conforme aux spécifications fixées par l'arrêté du 13 novembre 2009 modifié relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques.

13-2. L'exploitant informera le commandement de la Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de Cinq-Mars-la-Pile et la direction de la sécurité de l'aviation civile Ouest (Brest) des éléments suivants :

→ les différentes étapes conduisant à la mise opérationnelle du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;

→ pour chacune des éoliennes, les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).

Article 14 - Taxe

La présente autorisation est soumise à la taxe d'aménagement et à la redevance d'archéologie préventive.

Titre IV

Dispositions particulières relatives à l'approbation d'un projet d'ouvrage au titre de l'article L.323-11 du code de l'énergie

Article 15 - Approbation

Le projet d'ouvrage consistant à la réalisation du réseau interne du parc éolien de TÔTES et à la création électrique d'un poste de livraison sur les communes de TÔTES et CALLEVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES est approuvé.

Les travaux seront exécutés, sous la responsabilité de la société TÔTES ÉNERGIE, conformément au dossier joint à la demande et dans le respect de la réglementation technique, des normes et des règles de l'art en vigueur.

Article 16 - Obligations relatives à la création d'un réseau électrique

I.- Enregistrement des informations géographiques :

Conformément à l'article R.323-40 du code de l'énergie, la société TÔTES ÉNERGIE transmet les informations nécessaires au gestionnaire du réseau public de distribution pour satisfaire aux opérations d'enregistrement prévues à l'article R.323-29 du code de l'énergie.

II.- Contrôle technique des ouvrages

Conformément à l'article R.323-30 du code de l'énergie, la société TÔTES ÉNERGIE fait effectuer un contrôle technique des installations lors de la mise en service de l'ouvrage suivant les modalités fixées par l'arrêté du 14 janvier 2013 susvisé. Un exemplaire du compte-rendu du contrôle est adressé à réception à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et au gestionnaire du réseau public de distribution.

III.- Guichet unique

Le pétitionnaire procède aux déclarations préalables aux travaux de construction de l'ouvrage en application des dispositions des articles L.554-1 et suivants et R.554-1 et suivants du code de l'environnement relatives à la sécurité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Il procède également à l'enregistrement des ouvrages sur le guichet unique « www.reseaux-et-canalisation.fr » en application des dispositions des articles L.554-1 à L.554-4 et R.554-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 17 - Délais et voies de recours

I. - Les délais de caducité de l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'ordonnance du 20 mars 2014 sont ceux mentionnés à l'article R.512-74 du code de l'environnement ou, le cas échéant, à l'article R.553-10 du même code.

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article 11 de l'ordonnance précitée, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) la publication au recueil des actes administratifs ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption de la décision ;

b) l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article R.512-39 du code de l'environnement ;

c) la publication d'un avis, inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans un journal diffusé dans le ou les départements intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

II. - En cas de recours contentieux à l'encontre d'une décision mentionnée au I, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.

Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait tenter ultérieurement à son rejet.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation, est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

III. - Saisi d'une demande motivée en ce sens, le juge devant lequel a été formé un recours contre les décisions mentionnées au I, peut fixer une date au-delà de laquelle des moyens nouveaux ne peuvent plus être invoqués.

Article 18 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies de TÔTES et CALLEVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES pendant une durée minimale d'un mois.

Les maires de ces communes feront connaître, par procès verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation à la diligence de la société TÔTES ÉNERGIES.

L'arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Tôtes, Le Bocasse, Hugleville-en-Caux, Saint-Ouen-du-Breuil, Beautot, Gueutteville, Varneville-Bretteville, La Houssaye-Béranger, Fresnay-le-Long, Saint-Victor-l'Abbaye, Saint-Maclou-de-Folleville, Vassonville, Saint-Denis-sur-Scie, Auffay, La Fontelaye, Bourdainville, Ancretiéville-Saint-Victor, Bertrimont, Saint-Vaast-du-Val, Calleville-les-Deux-Eglises, Belleville-en-Caux, Imbleville, Val-de-Saône, Saint-Pierre-Bénouville, Beauval-en-Caux, Gonnevill-sur-Scie, Heugleville-sur-Scie et Biville-la-Baignarde.

Le présent arrêté sera communiqué au commandement de la Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de Cinq-Mars-la-Pile.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture de la Seine-Maritime et aux frais de la société TÔTES ÉNERGIES, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

L'affichage et la publication mentionnent également l'obligation prévue au II de l'article précédent de notifier, à peine d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de l'autorisation unique.

Article 19 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur départemental des Territoires et de la Mer de Seine-Maritime, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des différents titres du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes de TÔTES et CALLEVILLE-LES-DEUX- EGLISES.

Fait à ROUEN, le **16 MAI 2017**

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER